

## Quand le risque de crédit en vaut la peine : investir dans des programmes de microcrédit en faveur des femmes des communautés côtières pauvres pour lutter contre la surpêche

Amanda Vincent<sup>1</sup>

On observe actuellement une intensification de la surpêche dans nombre d'écosystèmes récifaux de la planète, du fait de l'explosion démographique des populations côtières, qui n'ont d'autre choix que de se tourner vers la mer pour trouver de quoi subvenir à leurs besoins. Pendant des années, les associations de protection de l'environnement ont tenté d'enrayer le phénomène en offrant aux pêcheurs pauvres des emplois dans d'autres secteurs. Pourtant, dans la plupart des cas, ces efforts sont restés vains, les solutions proposées n'étant viables ni au plan social, ni au plan économique. Je préconise pour ma part une stratégie différente : l'octroi de microcrédits aux femmes.

Depuis les années 70, la Grameen Bank et d'autres institutions de microfinancement ont permis à des millions de personnes vivant dans des pays en développement de créer leur propre emploi, sans avoir pour autant de garantie à présenter ni d'antécédents à faire valoir en matière d'emprunt. Dans la plupart des cas, les prêts sont octroyés à des femmes, notamment parce que les femmes sont jugées plus fiables et tendent à consacrer leurs revenus en priorité au bien-être de leur famille. Les programmes de microfinancement en faveur des communautés de pêcheurs pauvres doivent s'inspirer de cet exemple.

Le principe est le suivant : une femme sollicite un petit prêt — n'excédant pas 20 dollars É.-U dans certains cas — pour investir dans un projet ou une entreprise de nature à réduire l'effort de pêche de sa famille. Cet argent peut lui servir à monter une petite exploitation conchylicole, par exemple, ou à acheter un cochon dont elle vendra la viande. Les activités contribuant à réduire la dépendance alimentaire des ménages à l'égard de la pêche vivrière ont plus de chances d'être sélectionnées. De fait, les pratiques de pêche non viables se perpétueront tant que les communautés côtières pauvres n'auront pas accès à d'autres sources de protéines. Aujourd'hui encore, la plupart d'entre elles sont fortement dépendantes des produits de la mer pour se nourrir.

Je suis convaincue qu'un programme de microfinancement en faveur des femmes, outre qu'il permettrait aux populations d'abandonner la pêche au profit d'autres activités, contribuerait fortement à accroître l'impact des mesures de préservation des ressources en cours d'application, et ce à trois égards.

Premièrement, il permettrait aux femmes animées d'un réel esprit d'entreprise de mettre en œuvre des projets respec-

tueux des croyances, compétences, conditions et contraintes locales. Ces projets auraient ainsi plus de chances de réussir que les activités entreprises à ce jour, lesquelles sont tributaires pour la plupart d'experts extérieurs et s'avèrent très coûteuses pour les organisations extérieures qui en assurent la mise en œuvre.

Deuxièmement, plus les femmes auront de poids économique, plus elles pourront faire entendre leur voix au sein de la communauté. Dans les villages de pêcheurs du centre des Philippines dans lesquels je travaille, les femmes sont rarement consultées lors des réunions de planification initiales relatives à la gestion de l'écosystème local, en dépit du rôle majeur qu'elles jouent dans le secteur de la pêche comme dans celui de la préservation des ressources. Il en va de même dans d'autres régions du monde. Des femmes océaniques interrogées dans le cadre de projets de recherche ont fait remarquer que les statistiques halieutiques officielles et les instances décisionnelles ne tenaient pratiquement aucun compte de la participation des femmes aux activités de pêche, alors qu'elles pêchent la moitié de la biomasse prélevée chaque année dans la région. En consultant les femmes, on pourrait élaborer des plans de préservation des ressources s'adressant à l'ensemble des pêcheurs, et pas seulement aux hommes. L'autonomisation des femmes contribue de surcroît à renforcer la cohésion des communautés, ce qui favorise généralement les actions collectives axées sur l'amélioration de la gestion des ressources.

Le troisième, et sans doute le plus important des avantages d'un tel programme de microfinancement tient au fait qu'il entraînerait probablement une réduction du nombre des naissances. En effet, l'expérience a montré que les femmes qui peuvent s'assumer économiquement ont moins d'enfants, ce qui constitue un avantage majeur pour les communautés côtières, dans lesquelles l'accroissement démographique a pris de telles proportions qu'il compromet le succès des efforts de préservation des ressources.

Les initiatives visant à atténuer les pressions qui s'exercent sur les ressources marines exploitées à des fins vivrières ou commerciales tout en aidant les communautés locales présentent un intérêt majeur pour la préservation des ressources marines. À l'évidence, elles n'éliminent pas la nécessité de limiter la consommation et la demande de produits de la mer sur les marchés éloignés, mais constituent néanmoins un pas important dans la bonne direction.

1. Canada Research Chair in Marine Conservation at the University of British Columbia Fisheries Centre and Director of Project Seahorse.